



Rédacteur en Chef : S.Géhan

Rédacteur adjoint. L. Hébert

Webmaster : D.Dona

Quai des Brumes

Août-Septembre 2010

Dans ce numéro :

Edito	1
Communiqué Commun Journée de mobilisation du 23/09/2010	2
Coup de Gueule	3
Le Coin à Dédé	4
Le Coin Culture	5
La Douane	6
La revanche des collabos	7
Interview Le Mon- de/Bernard Thi- bault	8
Invitation fête CGT	9
Bulletin d'adhé- sion « Association Ni- colas »	10

Edito :

Durant les vingt premières années de ma vie, j'ai grandi dans un monde où le destin des enfants semblait naturellement devoir être plus heureux que celui de leurs parents ; au cours des trente suivantes, j'ai vu mourir la promesse d'un monde meilleur. En une génération, la quasi-certitude d'un progrès s'est peu à peu effacée devant l'évidence d'une régression sociale, écologique, morale et politique, la « Grande Régression » qu'il est temps de nommer et de se représenter pour pouvoir la combattre.

Car la première force des malades et des prédateurs qui orchestrent cette tragédie est leur capacité à présenter celle-ci comme le nouveau visage du progrès. Et leur première alliée, c'est la perméabilité des esprits stressés, trop heureux de s'accrocher à n'importe quelle fable qui fasse baisser d'un cran la pression et l'angoisse. À l'âge de la démocratie d'opinion, les réactionnaires ne peuvent se contenter de démolir l'acquis des luttes passées en faveur d'une vie meilleure pour tous ; il leur faut aussi anesthésier les résistances, susciter l'adhésion ou la résignation de leurs victimes ; ils doivent remporter une bataille culturelle dont l'enjeu est de nous faire aimer la décadence.

Ainsi espère-t-on, par exemple, nous persuader que la nécessité de « travailler plus pour gagner plus » est une avancée sociale, que le droit de renoncer volontairement à nos droits sociaux étend notre liberté, que la construction de prisons d'enfants améliore la sécurité, que l'expansion des biocarburants contribue au « développement durable », etc. Mais la substance réelle de ces soi-disant « progrès », c'est l'intensification du travail, la servitude volontaire, l'impuissance à éduquer mieux nos enfants et la destruction des forêts vierges ! Si nous laissons s'installer cette ultime perversion du discours politique, alors, à chaque fois qu'on nous annonce une « nouvelle liberté », il faut redouter une aliénation supplémentaire de nos droits, et chaque « réforme pour aller de l'avant » peut masquer un grand bond en arrière. Il est aussi tant de régressions qui désormais avancent sans masque : les « démocraties libérales » lamentent les libertés publiques, emprisonnent les enfants et les fous, envahissent des pays qui ne leur ont rien fait ; les travailleurs se tuent au travail littéralement et non plus seulement métaphoriquement ; le fondamentalisme religieux et l'obscurantisme prospèrent ; l'incivilité envahit les cours de récréation et les rues ; l'obscène cupidité des riches détruit les systèmes financiers et affame les pays pauvres, etc. Où que l'on porte le regard, on a toutes les chances de constater comme une inversion du mouvement, à rebours de ce que nous avons jusqu'alors appelé « le progrès ».

[Jacques Généreux](#)

Jacques Généreux, auteur d'une vingtaine d'ouvrages, est professeur à Sciences Po

Intersyndicale

Communiqué commun

CFDT, CFE/CGC, CFTC, CGT, FSU, UNSA

Fortes de la réussite exceptionnelle du 7 septembre les organisations syndicales considèrent que les annonces du Président de la République, qui se voulaient une réponse aux mobilisations, ne modifient pas le caractère injuste et inacceptable de la réforme proposée.

Réunies le 8 septembre 2010 elles décident de poursuivre et d'amplifier le processus de mobilisation pour obtenir des mesures justes et efficaces afin d'assurer la pérennité du système de retraites par répartition.

Elles appellent à faire du mercredi 15 septembre, jour du vote par les députés du projet de loi, une journée forte d'initiatives et d'interpellations des députés, des mem-

bres du gouvernement et du Président de la République dans les départements et les circonscriptions.

Avant le débat au Sénat elles décident de faire du jeudi 23 septembre une grande journée de grèves et de manifestations dans tout le pays.

Le 8 septembre 2010

Point Presse :

Après le succès public de la manifestation du 7 septembre **contre la réforme des retraites** (entre 1,1 et 2,7 millions de personnes selon les sources), et devant les modifications jugées insuffisantes sur cette réforme qu'est en train de mettre en place le gouvernement, six syndicats ont lancé un nouvel appel à une journée d'action, le **23 septembre 2010**.

Dans les 6 syndicats concernés (CGT, CFDT, CFTC, UNSA, FSU, CFE-CGC), **Force ouvrière** et **Solidaires** ne se sont pas joints à cet appel. Malgré tout, **FO** a tout de même annoncé qu'il « participera en principe aux grèves et manifestations du 23 septembre », alors que **Solidaires** annoncera son choix après une réunion de leur bureau national ce jeudi.



Coup de gueule

Ca y est, c'est déjà la rentrée ... Nous sommes tous (moins de 1 sur 2 mais rassurez-vous pour les plus riches, les hôtels de 4 ou 5 étoiles et plus - *une nuit = votre malheureux salaire* – se portent merveilleusement bien et affichent de meilleurs résultats que 2009) bien reposés, un peu déstressés, parfois vitaminés, souvent bronzés ... en tout cas, un peu plus prêts qu'en juin à affronter les affres de la vie quotidienne.

Le plaisir de revoir nos chers collègues, de manger ou boire ensemble les spécialités rapportées de nos périples juilletistes et aoûtistes, de se raconter nos souvenirs de vacances, de commenter les événements importants de l'actualité et finalement constater que rien n'a changé !

En effet, le soleil n'a rien arrangé et très vite, les bienfaits de nos vacances vont même fondre comme neige ... au soleil ! Imaginez pour le plus de 1 français sur 2 qui ne part pas en vacances, lui !

Dans le wagon des bonnes nouvelles, la douane ne fait pas exception et copie l'actualité ... On ne change pas une équipe qui gagne !

Réquisition de bureaux encore occupés pour installer d'autres services sans en informer au préalable les agents concernés, création de la cellule « Grand Paris » (les cigares seront-ils offerts ?), le feuilleton de l'été du portail du bureau central qui a tenu en haleine tous les utilisateurs de véhicules de service, des notes plus abracadabrantesques les unes que les autres qui tombent plus vite sur les agents que les obus sur les

poilus à Gravelottes !

- celle sur le « tableau ressenti réseau » !!! Que du bonheur ! Si l'informatique marchait déjà quand on en a besoin, ça nous irait !

- Celle sur la recherche d'une couturière pour l'ENBD !

- Celle sur l'environnement juridique du statut d'auto-entrepreneur ... Du lourd, du très lourd ! Il a dû faire chaud sous les casquettes dans le bureau D1 de la Direction Générale pour pondre un truc pareil en pleine chaleur INBUVABLE !

Surtout pour les pauvres auto-entrepreneurs qui pensent faire l'affaire du siècle en achetant n'importe quelle vacherie en Chine pour la revendre sur internet en espérant faire un bénéfice mirifique !

Evidemment, avec sarko qui vante les mérites de ce statut en promettant monts et merveilles aux français ambitieux de la France d'en bas (mais qui gagne !), la descente sur terre n'est pas aisée pour ces entrepreneurs d'un nouveau genre !

C'est en effet, à l'arrivée au Havre, que les choses se corsent ...

- frais de déchargement faramineux (Leclerc et Auchan, ils paient autant que nous ? Non ... beaucoup moins mais on ne doit pas vous le dire !)

- Ignorance totale

concernant les normes électriques, les droits et les taxes en vigueur, les documents à présenter ...

- Abandon total de la part des professionnels du dédouanement (Faites un inventaire si vous n'avez pas de facture, ça passera quand même !!?!...)

Serait-ce trop compliqué pour les autorités douanières d'expliquer à tous les contribuables français ce que ça coûte de commander sur internet (contrefaçons ou autre chose d'ailleurs) et d'importer ?

N'est-ce pas cela la mission de service publique que l'on doit à chaque usager ?

Au lieu de ça, on met à la disposition des usagers :

- des prospectus dépassés et en anglais (alors que la plupart des particuliers sont français !)

- des jolies fiches de réclamations (quand on vient de claquer 1000€ imprévus, c'est vraiment un détail !)

- un sourire niais sur une affiche de la Charte Marianne !

Messieurs et mesdames les décideurs, voilà la mission de service publique qui incombe aux douaniers « d'en bas » alors sortez-vous des doigts du c.. et défendez avec nous, notre métier et nos missions.

Le Coin à Dédé

D'abord les titres de la presse :

* Chômage légère accalmie en France : EasyBourse

* Chômage 2ème baisse consécutive en Juillet : France Info

* Nouveau recul du chômage en juillet : Boursorama

* Marché de l'emploi légère embellie en juillet : La Dépêche

* Chômage stabilisation "tendancielle" : le Figaro

* Chômage nouvelle décrue en juillet : Le télégramme

* Un léger mieux pour l'emploi en juillet : R M C

* L'horizon se dégage sur le front du chômage : Le Parisien

* Le repli du chômage c'est accéléré en Juillet : Les Echos

* 14400 chômeurs de moins en juillet : 20 Minutes

* Des chiffres qui font du bien : JSL

Chômage :

Quatre vérités que Lagarde ne vous dira pas

Par Pierre Larrousturou et Djamila Sonzogni | Membres d'Europe Ecologie | 30/08/2010 | 18H02

Depuis quelques jours, Christine Lagarde est dans tous les médias pour « se féliciter » des bons chiffres du chômage. Hélas, si l'on s'intéresse vraiment à la vie des salarié(e)s (actifs ou au chômage) et si l'on regarde de près les chiffres du ministère du Travail, on constate qu'il n'y a aucune raison de se féliciter des évolutions en cours. Le nombre total des inscrit(e)s n'a

jamais été aussi élevé. Ils sont 4 574 000 inscrit(e)s, sans compter 300 000 chômeurs de plus de 58 ans dispensés de recherche d'emploi et 217 000 chômeurs dans les départements d'outre-mer. En deux ans, le nombre total de chômeurs a augmenté de 1 150 000. C'est du jamais vu dans notre pays.

Le « flux » des nouveaux arrivants est toujours aussi impressionnant. Pas moins de 505 000 hommes et femmes se sont inscrits au chômage en juillet, et 505 000 en un mois, c'est absolument catastrophique !

D'où vient l'impression d'accalmie qui permet à Christine Lagarde de parler d'une « stabilisation du chômage » ? Pourquoi la courbe qui récapitule le « stock » de chômeurs ne monte-t-elle pas de façon verticale ?

Parce que, dans le même temps, 495 000 personnes ont quitté Pôle emploi. Mais sur ces 495 000 sorties, il n'y en a que 104 000 qui déclarent avoir retrouvé un emploi. Il y a un flou pour 100 000 d'entre eux, mais le ministère lui-même admet que « moins de 40% de ceux qui quittent Pôle emploi retrouvent un emploi ».

La majorité de ceux qui quittent Pôle Emploi sont en fin de droits. Ils ont été licenciés il y a un an ou deux et n'ont plus droit aux indemnités. Ils sont dans la précarité la plus totale : ils vont survivre -ou sousvivre- avec le RMI-RSA. ou n'auront droit à aucune allocation si leur conjoint a un revenu correct. En deux ans, le revenu du couple a été divisé par deux, mais leur problème n'apparaît dans aucune statistique.

L'Insee estime que 400 000 ménages vont être confrontés

cette année à cette situation : voir leurs revenus divisés par deux ! Mais ils ne sont plus comptés comme chômeurs, et Christine Lagarde ou Eric Woerth ne les croisent pas dans les dîners en ville.

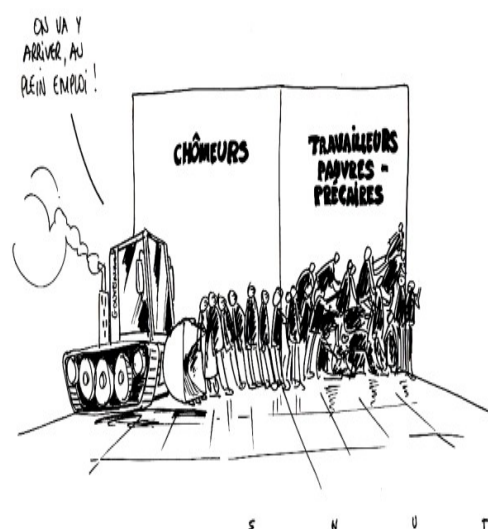
Les CDD de moins de un mois représentent plus de 60% des embauches.

Quant à celles et ceux qui retrouvent un emploi (il y en a quand même, heureusement), ils doivent de plus en plus se contenter d'emplois très précaires : l'Acos, qui reçoit toutes les déclarations d'embauche, a publié en juillet une étude sur les embauches au deuxième trimestre.

En résumé : jamais le chômage n'a atteint un tel niveau et jamais le marché du travail n'a connu une telle précarité. N'en déplaise à Christine Lagarde, il n'y a donc aucune raison de se féliciter de quoi que ce soit.

Alors que la croissance ralentit fortement en Chine et aux Etats-Unis, il faut en finir avec les mensonges et la méthode Coué. Il est urgent de mesurer la gravité de la crise et de se mettre au travail pour inventer une nouvelle politique de l'emploi.

LE CHOMAGE À 7.2% : LE GOUVERNEMENT
POUSSE DANS LE BON SENS



Coin Culture

Titre : Les chasses à l'homme: Histoire et philosophie du pouvoir cynégétique

Auteur [Grégoire Chamayou](#)

Éditeur La Fabrique éditions,
2 0 1 0 I S B N 2 3 5 8 7 2 0 0 5 4 ,
9782358720052

L o n g u e u r 2 4 6 p a g e s

"Qu'est-ce que ça produit de retirer toute une partie de leurs droits et de leur existence sociale et juridique à des individus qui sont sur le territoire, qui y ont une vie et qui y travaillent ? Des individus vulnérables, précarisés, qui se retrouvent à la merci de leurs employeurs, qui, comme disait Marx, n'ont plus qu'une chose à faire : apporter leur peau sur le marché du travail pour y être tannés. Aujourd'hui, la chasse d'expulsion, d'exclusion, s'articule à d'autres types de rapports de prédation, qui sont ceux du marché du travail, dans des conditions déplorables en termes de droits s o c i a u x . "

Le livre de Grégoire Chamayou « Les chasses à l'homme » (ed. La Fabrique) est une mise en perspective historique de l'art cynégétique appliqué à l'espèce humaine ! Chasse aux esclaves fugitifs, aux hérétiques, aux sorcières, aux Peaux-Rouges, aux peaux noires; chasse aux pauvres, aux exilés, aux apatrides, aux Juifs, aux sans-papiers .Ce qui nécessite de tracer des lignes de démarcation parmi les êtres humains pour savoir qui est chassable et q u i n e l ' e s t p a s .

D'Aristote à l'état moderne en passant par les penseurs chrétiens chaque époque a trouvé à justifier ces traques dont les buts ne furent pas constants. :chasses d'exclusion, chasses d'acquisitions, chasses d'extermination, rafles,...Quelques millénaires de saloperies à l'instigation, toujours, des dominants de l'époque.

Bien sûr l'actuelle xénophobie d'état n'est pas en reste avec comme principal pourvoyeur le processus, constant, d'invention de délits,d'illégalisation des migrants...sur

lequel vient s'adosser la politique de stigmatisation. Quand par ailleurs les membres des BAC se définissent eux-mêmes comme des chasseurs on craint et constate le pire lorsque le pouvoir est enclin à leur donner de plus en plus de latitude dans leur propension à franchir les limites du droit: "Au XIXe siècle, ce secret bien gardé aujourd'hui est alors très public : présentée dans les discours sécuritaires officiels comme ce qui fait respecter la loi, la police est en fait un pouvoir de traque et de capture, pour qui le droit est d'abord un obstacle."

Il explique d'ailleurs fort bien pourquoi une rafle estune rafle("....employer ce terme n'implique pas de faire l'amalgame entre la xénophobie d'Etat contemporaine et le racisme d'extermination des années 40. Il désigne depuis le XIXe siècle une technique policière précise : une arrestation massive à l'improviste.")

On ne peut que sourire lorsqu'un Woerth,ou ses comparses de la c o m m u n a u t é d e s "intouchables"(inchoutables) dont le "sentiment d'insécurité"(wouarf wouarf wouarf) ne cesse de croître, sommé de répondre aux questions de la justice se drape dans une dignité en carton pour parler à son encontre de chasse à l'homme.. « cours camarade, cours.. ! »

Une petite chanson de Caussimon pour illustrer ce livre:

L e s m i l i c e s
Jean-Roger Caussimon

Préparez vos fusils et créez vos milices

Nostalgiques du tir et chasseurs sans gibier

Des fois que des loubards viendraient dans le quartier

Suivez votre penchant, soyez de la police

A l'abri des volets de vos pavillons tristes

Meublez vos insomnies jusqu'au jour incertain

Car la rue est peuplée de sombres

anarchistes

De Noirs, de Portugais et de Nord-Africains

Vous, vous êtes français, français à part entière

Même anciens combattants et parfois résistants

Et cet obscur chemin de torture et de sang Certains le referaient s'il était à refaire

Vous avez mérité avant le dernier souffle De vivre dans le calme et la tranquillité

D'endosser vos gilets, de chausser vos pantoufles

Et de fermer les yeux sur la réalité

Mais la réalité déferle à votre porte Vous ne comprenez rien à sa vague rumeur Et vous confondez tout, parfois vous avez peur

D'un signe avant-coureur que le vent vous apporte

Vous percevez des pleurs et des cris de souffrance

Des chants de liberté, l'écho d'un attentat Vous pensez que la guerre est encore loin de France

Et vous faites confiance à votre chef d'Etat

Étudiants et voyous, c'est bien la même engeance

C'est écrit noir sur blanc, dans votre quotidien

Faites dresser des murs et dressez votre chien

Pensez dès maintenant à votre auto-défense

Et quand des jeunes gens défilent en cortège Toujours on vous les peint veules et faibles

Alors vous les reniez, vous tombez dans ce piège

En oubliant qu'ils sont enfants de vos enfants

Ils savent mieux que nous de quoi le monde crève

Que le temps des robots vient à pas de géant Qu'on sacrifie l'esprit au profit de l'argent Comme on tue la nature et la joie et le rêve

Préparez vos fusils et créez vos milices Nostalgiques du tir et chasseurs sans gibier Suivez votre penchant, soyez de la police Des fois que les loubards viendraient dans le quartier

Les douanes dans la poudre

UNE terrible injustice a frappé les services douaniers de l'aéroport de Roissy, au point que leur chef s'en est plaint, le 15 avril dernier, à sa propre direction. Le 12 mars, en effet, ses agents interpellent un voyageur en provenance de Saint-Domingue qui va vite avouer transporter 1,2 kilo de cocaïne, réparti en une centaine d'ovules avalés avant son départ. Son interrogatoire était en cours lorsque, réduisant en cendres un clair-

voyant certificat médical attestant de sa parfaite santé, le pauvre « mulet » fait un malaise. Hélas pour lui, une des boulettes a claqué dans son ventre. Transporté à l'hôpital en urgence, il y meurt peu après d'une overdose. C'est déjà très triste, mais le pire est à venir. Car la saisie des douanes est alors classée sans suite, « ce qui entraînera sa disparition et, par conséquent, n'alimentera plus les indicateurs de performance », récrimine donc le di-

recteur régional des douanes, affolé à l'idée de ne pas remplir les objectifs chiffrés imposés par Sarko, Hortefeux et autres aux policiers et gendarmes, mais aussi, on l'oublie trop, aux douanes. C'est pourquoi ce bon directeur « sollicite la prise en compte de cette quantité de cocaïne (1,200 kg) dans les indicateurs de performance de [sa] direction ». Snif !

Pourvu qu'il ait gain de cause...

D. S.

LE GOUVERNEMENT LUTTE ACTIVEMENT CONTRE

LE PÉRIL ROM



SOUTENEZ-LE EN REGARDANT LE JOURNAL,
TOUS LES SOIRS SUR TF1

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMISSARIAT À
LA QUESTION TZIGANE

TF1



Collophane

Fakir fait sa rentrée en fanfare. Après le triomphe, ce printemps, du "hold-up tranquille" (diffusé dans plus de cent villes, à près de 100 000 exemplaires), Fakir revient avec un nouveau document en couleurs sur "la revanche des collabos". Celui-ci sera tracté, dès le mardi 7 septembre, dans les manifs à Marseille, Nancy, Amiens, Paris, Nantes, etc. En voici un extrait; la totalité du document est disponible sur : <http://www.fakirpresse.info/articles/347/la-revanche-des-collabos.html>

La revanche des collabos!

« Mon seul adversaire, celui de la France, n'a jamais cessé d'être l'argent. »
Général de Gaulle. Le nôtre aussi...

Sécurité sociale, retraites, service public... C'est dans une France en ruines que, à la Libération, nos papys (et mamies) qui faisaient de la résistance ont bâti tout ça. Aujourd'hui, la France est la cinquième puissance économique mondiale – et nous n'aurions plus les moyens de cette « solidarité nationale » ?

On les nomme « héros ». Mais de quoi les traiterait-on, aujourd'hui ?

En 1944, « les destructions couvrent tout notre sol, rappelle le Général de Gaulle dans ses Mémoires. Il manque des logements pour six millions de Français. Et que dire des gares écroulées, des voies coupées, des ponts sautés, des canaux obstrués, des ports bouleversés ? Quant aux terres, un million d'hectares sont hors d'état de produire, retournés par les explosions, truffés de mines, creusés de retranchements. Partout, on manque d'outils, d'engrais, de plants, de bonnes semences. Le cheptel est réduit de moitié. Nos finances sont écrasées d'une dette publique colossale, nos budgets condamnés pour longtemps à supporter les dépenses énormes de la reconstruction. »

Et c'est sur ce champ de ruines qu'ils instaurent la Sécurité sociale !

Et les retraites !

Et le service public !

A ces fous à lier, on enverrait la camisole ! Vite, une piqûre !

C'est qu'en plein cauchemar, ils avaient fait un rêve.

Au cœur de la nuit nazie, dans les prisons, dans les maquis, dans l'exil, les résistants imaginent « Les Jours heureux », songent éveillés à l'« éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie », à « un plan complet de sécurité sociale », à « une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours », bref, à « une République nouvelle qui balaiera le régime de basse réaction ». Des cocos aux cathos, syndicalistes, socialistes, droite patriote, à l'unanimité, tous signent au printemps 1944 ce « Programme du Conseil National de la Résistance ».

La Libération obtenue, leur rêve deviendra largement réalité :

« En l'espace d'une année, relate avec fierté le Général de Gaulle, les ordonnances et les lois promulguées sous ma responsabilité apporteront à la structure de l'économie française et à la condition des travailleurs des changements d'une portée immense. » Et d'ajouter « les privilégiés » ne bronchent pas : *« Sur le moment, tous, mesurant la force du courant, s'y résignent aussitôt et d'autant plus volontiers qu'ils avaient redouté le pire. »*

C'est que règne la peur chez les possédants. Les maquis viennent de se soulever. Les armes sont aux mains des gueux. Avec le Parti Communiste, première formation du pays, les ouvriers sont organisés. Bref, les choses pourraient très mal tourner. Alors, mieux vaut ne pas les énerver. Endurer. Patienter.

Bien vite, le souffle de révolte va retomber. Et les banquiers, industriels, patrons de presse vont se ressaisir, défendre leurs intérêts, répéter que « les réformes vont trop loin ». On connaît la chanson.

Et maintenant ?

La France est la cinquième puissance économique mondiale. Son territoire n'est menacé d'aucune invasion. Ses firmes accumulent les milliards de bénéfices, même par temps de « crise ». Ses grands magasins sont bourrés de produits, la plupart inutiles. Malgré cette prospérité, ils – les mêmes, les banquiers, les industriels, les patrons de presse – nous l'affirment : « Ce n'est plus possible. Regardez les déficits. Regardez la courbe démographique. » Au-delà de tous ces arguments, techniques, financiers, Denis Kessler, ex-numéro 2 du MEDEF, dévoile le vrai motif : *« La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ! »*

Derrière toutes les statistiques, évaluations, projections, derrière tous les rideaux de fumée, c'est à ce mouvement historique que nous assistons. Au retour, sur l'avant-scène publique, des forces d'Argent, discréditées à la Libération. A la revanche des collabos – dont les héritiers spirituels viennent récupérer le butin.

Malheureusement, Nicolas Sarkozy et sa bande du Fouquet's n'ont pas entamé cette liquidation.

Eux viennent y mettre un point final, essayer du moins, mais le gros du boulot était abattu avant eux. Depuis le milieu des années 80. Depuis que les socialistes se sont convertis au « réalisme », et les gaullistes au libéralisme, de « réformes inéluctables » en « adaptations nécessaires », toutes les conquêtes de la Libération sont lentement rongées, grignotées, par les gouvernements successifs – y compris de gauche...

A notre tour, alors, certes, de défendre le rêve des résistants contre Nicolas Sarkozy et sa bande du Fouquet's - les éternels banquiers, industriels, patrons de presse. Mais il s'agit surtout, au plus vite, de refermer la parenthèse, ouverte au milieu des années 80. De lutter pour que la gauche d'abord, le pays ensuite, sorte de cette ornière libérale.

Bernard Thibault : " On peut aller vers un blocage, une crise sociale d'ampleur "

Le secrétaire général de la CGT dénonce la méthode du président, minimise ses annonces et prévient : " Nous n'avons pas l'intention de lâcher "

ENTRETIEN

Appel à la mobilisation, dénonciation de la méthode du président jugée " *dangereuse pour la démocratie* " ... Dans l'entretien qu'il a accordé au *Monde* au lendemain de la mobilisation réussie du 7 septembre, le secrétaire général de la CGT accuse Nicolas Sarkozy d'avoir " *instrumentalisé* " la réforme des retraites " *pour des raisons politiques* " et met en garde l'exécutif contre le risque de " *blocage* " . " *Plus l'intransigeance dominera, plus l'idée de grèves reconductibles gagnera les esprits* " , avertit Bernard Thibault.

L'intersyndicale annonce de nouvelles initiatives d'action, le 15 et le 23 septembre. Quel objectif leur assignez-vous ? Un objectif clair : confirmer notre opposition au projet de loi et rallier à cette cause encore plus de salariés. Nous appelons à des mobilisations dans les entreprises le 15 pour interpeller les députés le jour où ils veulent voter la loi. Pour eux aussi, l'heure de vérité approche et l'histoire montre que les précédentes réformes des retraites ne sont pas restées sans effet sur le comportement des électeurs. Le 23 sera une journée de grèves et de manifestations. Nous n'avons pas, nous non plus, l'intention de lâcher !

N'est-ce pas risqué de lancer des mouvements à répétition ? Nous nous appuyons sur la dynamique exceptionnelle provoquée par la mobilisation de mardi, si forte qu'elle a conduit le président de la République à théâtraliser son intervention en conseil des ministres. Ce rendez-vous est sans égal dans l'histoire sociale de ce pays. Plusieurs millions de personnes ont participé à cette journée soutenue par une large partie de la population. Le répondant a été à la hauteur du défi qui nous avait été lancé. Notre responsabilité d'organisations syndicales est de tout faire pour être entendues, pour faire partager nos arguments et pour convaincre de la faiblesse de ceux du président. Son obstination à maintenir la réforme en l'état obéit, nous semble-t-il, à des raisons qui ne sont plus liées à l'avenir des retraites.

Qu'entendez-vous par là ? Le chef de l'Etat a décidé d'instrumentaliser cette réforme pour des raisons politiques. Il en a fait l'un des marqueurs de son quinquennat. C'est une source de blocage, comme l'est aussi le fait que l'Elysée rédige aujourd'hui la loi. Par ailleurs, le président est, comme tous les chefs d'Etat européens, sous la pression des agences de notation. Il est soumis à l'injonction de ces agences, celles-là même qui ont contribué à la crise financière de 2008. Le déficit du système de retraite n'est pas d'abord lié à la démographie. Cette dernière n'a pas radicalement changé depuis l'élection présidentielle de 2007. En revanche, ce qui a changé, c'est bien la crise et son impact sur les comptes sociaux. On veut nous en faire payer les effets.

Mais il faut bien assurer le financement des retraites... On cherche des milliards pour combler les trous, ils existent ! La suppression des allègements de cotisations sociales dont bénéficient d'abord les entreprises rapporterait, d'après la Cour des comptes, entre 67 et 73 milliards d'euros. Quant au montant des baisses d'impôt, qui ont surtout profité aux plus fortunés, il a été évalué par la commission des finances de l'Assemblée à 100 milliards sur dix ans. D'autres solutions existent pour financer les retraites.

Nicolas Sarkozy propose de discuter prochainement avec les partenaires sociaux de la politique industrielle de la France, chère à la CGT. Est-ce une bonne idée ?

Je viens de découvrir cette annonce. Je ne peux évidemment pas ignorer le contexte dans lequel cette initiative intervient.

Que pensez-vous des aménagements annoncés en conseil des ministres sur la pénibilité, les carrières longues, les polypensionnés et la fonction publique ? Une remarque, tout d'abord : Nicolas Sarkozy avait indiqué, le 24 juin, que le dialogue sur la réforme se poursuivrait cet été. Or il ne s'est absolument rien passé jusqu'à ses annonces du 8 septembre, au lendemain de la mobilisation.

Dans ce pays, les syndicats sont sommés d'accepter systématiquement le fait accompli et les arbitrages successifs, unilatéraux et personnels du président. Cette méthode atteint ses limites. Elle est dangereuse pour la démocratie, qui ne se résume pas à la seule élection présidentielle. La démocratie sociale existe. Elle fait partie de notre démocra-

tie. Or elle est très largement bafouée. Aucun gouvernement européen engagé dans une réforme des retraites ne s'est comporté comme l'exécutif français en verrouillant d'emblée toute discussion.

Quels sont les effets d'une telle attitude ? En procédant de la sorte, le chef de l'Etat renforce chez les salariés le sentiment que sa réforme a été faite par des comptables ou des financiers, pas par des gens qui connaissent les réalités sociales et le monde du travail. C'est pour le moins une stratégie risquée.

Mais il a quand même infléchi son projet de loi, notamment sur la pénibilité ? Ce qu'il a annoncé est à la marge au regard des désaccords de fond. Le dispositif de la pénibilité reste subordonné à des critères médicaux et individuels. Le renvoi à des négociations de branche n'oblige à aucun résultat alors que le patronat y est hostile. Les aménagements sur les carrières longues restent flous. La réforme reste fondamentalement injuste.

Entre l'obstination du président et la vôtre, où va-t-on ? On peut aller vers un blocage, vers une crise sociale d'ampleur. C'est possible. Mais ce n'est pas nous qui avons pris ce risque. Ceux qui manifestaient hier n'avaient pas en tête l'élection présidentielle de 2012. Ils pensaient, et c'est apparu clairement dans les défilés, à la réforme des retraites sachant d'expérience que ses effets continueront de se faire sentir bien longtemps après le départ de la scène politique de ses auteurs. Il ne faut pas faire dire à cette manifestation autre chose que ce qu'elle dit. Et d'ailleurs, je pense que le caractère unitaire de l'action syndicale est de nature à rassurer les salariés. Il montre que, quelles que soient leurs différences, les syndicats font bien ce qu'ils ont à faire : du syndicalisme, en mobilisant au-delà des clivages politiques.

Le taux de grévistes a été important dans les transports et plusieurs syndicats réformistes notent une certaine radicalisation de leur base. Qu'observe la CGT ? Il n'y a pas que dans les transports urbains ou à la SNCF que ce climat existe. Il existe aussi dans la métallurgie, la chimie, l'énergie et ailleurs. On a même trouvé une PME sans syndicat où 40 salariés sur 44 ont fait grève. C'est un signe. Plus l'intransigeance dominera, plus l'idée de grèves reconductibles gagnera les esprits.

Propos recueillis par C. Gu.

Fête de la CGT

**Samedi 25 Septembre
2010**

Comme chaque année notre section syndicale organise sa journée CGT au menu :

- Tournoi de Pétanque : Début des hostilités 14h00. Inscription 2 euros. De nombreux et magnifiques prix à gagner !!! Inscription auprès de Christelle Bertin (paiement sur place) ou à cette adresse : snad-cgt-le-havre@douane.finances.gouv.fr
- Débat et signature de la pétition sur l'avenir de la Cité des Douanes avec les élu(e)s MASSE CGT.
- Pot de l'amitié offert par la section et remise des prix aux boulistes : 18h30.
- Repas fraternel : entrées, buffet froid et douceurs alcoolisées, dessert. Participation 5 euros par personne. Gratuit pour les enfants de moins de cinq ans.

Pour des raisons de logistiques, veuillez nous renvoyer par courriel votre présence effective et le nombre soit à cette adresse mail : snad-cgt-le-havre@douane.finances.gouv.fr, soit vous inscrire auprès de nos nombreux militants. Vous avez jusqu'au lundi 20 Septembre !!! Le paiement se fera le jour même.

En comptant sur votre présence !!!



BULLETIN D'ADHESION

146 Rue Louis Blériot 76 210 BOLBEC

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tel fixe :

Tel portable :

E-MAIL :

Le bulletin d'adhésion est un document officiel qui vous permet d'être membre de l'association. Il est renouvelable tous les ans et vous restez libre de tout engagement.

A savoir : Vous pouvez adhérer sans être contraint de participer aux diverses manifestations proposées et être déclaré comme membre souhaitant soutenir l'association dans sa démarche d'action.

COTISATION

Montant cotisation : * Adulte 15 Euros * Enfant (- 18 ans) 5 Euros

Adhésion de l'année	2008-2009	2009/2010	2010/2011		
Date du paiement					
Montant					
Mode					
Signature					

Autorisation parental :